

Saint-Constant, le 25 juillet 2012

Consultants : FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec)

Clinicien: M. Mathieu Huchette, stagiaire du Barreau, supervisé par Me Louise Boyd

Objet du mandat : La notion de domicile dans le cadre d'une élection générale provinciale et le processus de vote.

Mise en contexte :

De plus en plus d'indices nous indiquent que des élections générales seront déclenchées sous peu au Québec. Face à cette éventualité, la FECQ s'interroge sur les plus récentes modifications législatives au processus de vote affectant les étudiants et les jeunes Québécois. La FECQ désire informer ses membres sur la possibilité de changement d'adresse pour pouvoir voter dans la circonscription électorale de leur lieu d'études. Enfin, la FECQ souhaite être conseillée sur les mesures additionnelles qui pourraient être adoptées rapidement afin de favoriser le vote des jeunes.

Un avis¹ du Directeur général des élections du Québec (DGEQ), daté du 12 juillet 2012, nous informe d'un changement à l'article 3 de la *Loi électorale*. Selon cet avis, l'article 3 de la *Loi électorale*, paragraphe Domicile visé, qui spécifiait que :

« Un électeur qui quitte temporairement son domicile pour travailler ou étudier dans un autre secteur électoral peut être considéré comme domicilié soit dans la section de vote où se trouve son domicile, soit dans celle où il réside aux fins de son travail ou de ses études. »

n'est **plus en vigueur**. Il a été remplacé par d'autres dispositions portant sur d'autres questions.

Cependant l'article 1 *in fine* est toujours en vigueur :

« Le domicile d'une personne est le même que celui établi en vertu du Code civil du Québec ».

En bref, cette modification est à l'effet qu'un étudiant ne peut plus voter dans sa circonscription de résidence d'études.

¹ Directeur général des élections du Québec, « Informations importantes relatives à l'exercice du droit de vote », 12 juillet 2012, en ligne : « <http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/actualite-detail.php?id=4191> ». ».

Notons que, en date du 20 juillet 2012, cette modification n'avait toujours pas été apportée à la version en ligne de la *Loi électorale*. À ce sujet, nous avons eu une discussion téléphonique avec un avocat du DGEQ, le vendredi 20 juillet 2012; et il nous a mentionné qu'une telle omission était possible et sans réelle incidence, la version publiée dans la *Gazette officielle* prévalant toujours. Tout d'abord, en vertu de l'art. 489 de la *Loi électorale*, il peut y avoir une entente entre tous les partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale et le DGEQ. Cette entente apparaît alors à la *Gazette Officielle* comme une modification à la *Loi électorale* même si elle n'apparaît pas sur la version en ligne de la *Loi*. Deuxièmement, pendant la période électorale et en cas d'urgence seulement, le DGEQ peut modifier unilatéralement la *Loi électorale* en vertu de son article 490.

Ainsi, cette modification à l'article 3 de la *Loi électorale* est intervenue grâce à une entente en vertu de l'article 489. L'entente est inscrite à la *Gazette Officielle du Québec* en date du 16 novembre 2011² (L'entente est jointe au présent avis en format PDF).

Par conséquent, il ne serait donc plus possible pour un étudiant de voter dans la circonscription où il réside pour fins d'études seulement.

À titre d'exemple, un étudiant qui était domicilié chez ses parents à Matane, mais résidait à Sherbrooke pour études pouvait (1) demander facilement, avant le déclenchement des élections, à voter dans cette dernière circonscription et, après le déclenchement des élections, il pouvait faire cette demande à la Commission de révision de la liste électorale suivant ou (2) se déplacer à Matane. Maintenant, trois possibilités s'offrent à ce même étudiant ; (1) modifier son adresse de domicile pour celle de Sherbrooke et y voter (sous réserve de l'établissement d'un nouveau domicile), (2) se rendre au bureau du directeur de scrutin pour y voter à distance (vote hors-circonscription) et (3) finalement, se déplacer à Matane.

Malgré l'ajout d'une possibilité, soit le vote hors-circonscription, il nous apparaît plus complexe pour un étudiant de voter en 2012 que cela pouvait l'être en 2008, vu les difficultés qu'il pourrait rencontrer pour établir un nouveau domicile et les formalités du vote hors-circonscription. Il faut ajouter à ce contexte d'autres informations que la FECQ a eu le loisir de commenter publiquement récemment, à savoir le refus du gouvernement du Québec de permettre la mise en place de bureaux de vote dans les institutions d'enseignement : rares sont les étudiants qui peuvent être libérés par leur employeur en soirée afin d'aller voter s'ils n'avaient pu se prévaloir de leur droit de vote en journée alors qu'ils devaient être sur les bancs du Cégep ou de l'Université. Alors que l'on veut favoriser le vote des jeunes aux prochaines élections, nous avons l'impression qu'autant le législatif que l'exécutif ne semblent pas vouloir adopter des mesures en ce sens ou du moins, les adapter davantage à la réalité étudiante.

² Gazette Officielle du Québec, 16 novembre 2011, 143e année, no.46, « Entente concernant l'essai de nouveaux mécanismes de votation », aux pages 4968 à 4972.

Changement de domicile ou vote hors-circonscription ?

Questions :

1. Comment définir le domicile d'une personne ?
2. Un étudiant doit-il changer son domicile ou voter hors-circonscription ?

L'analyse :

QUESTION 1:

La notion de domicile est au cœur du débat. Le domicile est défini par les articles 75 et suivants du Code civil du Québec. Les articles 75 à 78 sont les plus pertinents:

«75. Le domicile d'une personne, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu de son principal établissement.

*76. Le changement de domicile s'opère par le fait d'établir sa résidence dans un autre lieu, **avec l'intention d'en faire son principal établissement.***

La preuve de l'intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.

77. La résidence d'une personne est le lieu où elle demeure de façon habituelle; en cas de pluralité de résidences, on considère, pour l'établissement du domicile, celle qui a le caractère principal.

78. La personne dont on ne peut établir le domicile avec certitude est réputée domiciliée au lieu de sa résidence.

À défaut de résidence, elle est réputée domiciliée au lieu où elle se trouve ou, s'il est inconnu, au lieu de son dernier domicile connu ».

(L'emphase est de nous)

Reprenons l'exemple d'un étudiant qui habite chez ses parents à Matane, mais qui loge dans un appartement à Sherbrooke pour ses études qu'il partage ou non avec des colocataires. Si cet étudiant considère que son principal établissement est maintenant à Sherbrooke, car il y passe la majorité de son temps, qu'il y reçoit ses factures, qu'il étudie à cet endroit, qu'il a un emploi à Sherbrooke et qu'il désire en faire sa résidence permanente à plus ou moins long terme, cet étudiant peut alors dire qu'il est domicilié et résidant de Sherbrooke. Il peut donc faire son changement d'adresse, en toute légalité, auprès du DGEQ pour pouvoir voter dans cette circonscription aux prochaines élections. À l'inverse, les plus récentes modifications pourraient créer certaines problématiques et ouvrir la porte à des motifs de contestations additionnelles suivant un résultat serré dans une circonscription où réside de nombreux étudiants. Les étudiants qui feront ce changement de domicile doivent vraiment avoir l'intention de faire de leur nouvelle résidence leur véritable domicile et ce, dans plusieurs facettes de leur vie, sans quoi ils pourraient se trouver en infraction à la *Loi électorale*. Rappelons que l'établissement d'un domicile est une question de faits et d'intention.

QUESTION 2:

Selon la situation de l'étudiant, il est possible soit de changer de domicile ou de voter hors-circonscription :

- Effectuer un changement d'adresse si l'endroit où l'étudiant fait ses études est aussi son domicile (en gardant en tête les critères de la notion de domicile du *Code civil du Québec* reprise par la *Loi électorale*).
- Voter hors circonscription si l'étudiant ne fait que résider dans sa circonscription d'études sans y être domicilié.

S'inscrire sur la liste électorale pendant vos études:

- Si l'adresse de résidence de votre circonscription d'études est aussi celle de votre domicile, et si vous n'avez pas déjà modifié votre adresse de résidence, vous devez changer votre adresse auprès du DGEQ pour voter dans votre circonscription d'études.
- Vous êtes un nouvel électeur et c'est la première fois que vous allez exercer votre droit de vote? Demandez tout simplement au DGEQ de vous inscrire sur la liste électorale dans votre circonscription de domicile.
- Votre résidence est dans votre circonscription d'études mais vous ne considérez pas celle-ci comme votre domicile? Vous pouvez profiter de la nouveauté depuis novembre 2011 et voter hors-circonscription.

Vous devez contacter le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) par *courriel*, par *téléphone* ou via un *portail Internet* pour effectuer votre changement d'adresse:

Par courriel: Écrire au: info@electionsquebec.qc.ca

Par téléphone: Appeler au 1-888-353-2846

Par Internet: via le *Service québécois de changement d'adresse*

<https://www.adresse.gouv.qc.ca/>

Qu'importe comment vous rejoignez le DGEQ, vous devez fournir :

- votre nom complet, votre date de naissance, votre ancienne et nouvelle adresse ainsi que la date du changement d'adresse.

Attention

En période électorale, cette procédure ne s'appliquera plus. Vous devrez vous adresser au bureau de révision rattaché à la nouvelle adresse.

Délai pour le changement d'adresse

Lorsque vous faites un changement d'adresse auprès du DGEQ, il est effectif la journée même du changement.

Comment faire pour voter hors-circonscription ?

Le vote hors-circonscription ne se fait pas au bureau de vote habituel mais bien au bureau du directeur du scrutin de la circonscription concernée. Il permet donc à un étudiant de voter dans la circonscription d'études où il réside pour un candidat de la circonscription de son domicile. L'étudiant peut voter hors de la circonscription de son domicile (comme le lieu d'étude par exemple) s'il y réside. La procédure est toutefois assez compliquée et elle pourrait avoir pour effet de décourager certains jeunes à aller voter.

OÙ : Au bureau principal ou à un des bureaux secondaires du directeur de la circonscription où il réside (circonscription d'études).

COMMENT : En fournissant une déclaration écrite sous serment.

- Attestant qu'à sa connaissance, il ne sera pas en mesure d'exercer son droit de vote dans la circonscription de son domicile les jours prévus pour le vote et qu'il n'a pas déjà voté pour l'élection en cours.

La déclaration doit aussi indiquer les renseignements suivants :

- Le nom et l'adresse de l'électeur;
- La circonscription de son domicile;
- Le numéro de la section de vote et le numéro de ligne de son inscription sur la liste électorale;
- Le nom de la circonscription dans laquelle il exerce son droit de vote hors circonscription.

QUAND : Les dixième, neuvième, sixième, cinquième et quatrième jours qui précèdent celui du scrutin. Le dernier jour, le vote se termine à 14 heures.

Conclusions et recommandations :

La procédure de vote hors-circonscription est assez complexe. Surtout pour un jeune électeur qui veut se prévaloir de son droit de vote pour la première fois de sa vie. Il se retrouve dans une situation problématique, où son domicile est inscrit légalement chez ses parents, et il n'a pas le temps, le jour du vote, de se déplacer à cette adresse pour pouvoir exercer son droit de vote. Les nouvelles mesures de novembre 2011 ne viennent pas nécessairement aider ces jeunes électeurs dans l'exercice de leurs droits démocratiques, puisqu'elles semblent peu adaptées à la réalité étudiante et qu'elles retirent la possibilité qu'avait un étudiant de voter simplement dans la circonscription où il réside pour fin d'études. L'étudiant doit soit établir un nouveau domicile et faire son changement d'adresse au DGEQ ou bien il devra voter hors-circonscription car la *Loi électorale* ne lui permet plus de voter dans la circonscription où il réside pour ses études. Mais le vote hors-circonscription, bien qu'il ne semble pas dépourvu de toute logique, s'avère assez compliqué car l'étudiant devra alors remplir plusieurs formalités très administratives dont une déclaration assermentée et il devra se déplacer non pas à un bureau de vote mais au bureau du directeur de scrutin de la circonscription en question.

C'est d'autant plus d'embûches pour le nouvel électeur car la loi ne prévoit pas une période de pause dans la journée des établissements scolaires pour que les jeunes cégépiens et universitaires puissent aller voter, contrairement aux travailleurs où l'employeur est obligé d'accorder au moins 4 heures pour que ceux-ci puissent aller voter. L'étudiant qui doit donc aller travailler après ou avant ses cours se voit pris dans une situation où, la plupart du temps, il n'exercera pas son droit de vote.

Nous pouvons évidemment que déplorer le fait que l'entente du 16 novembre 2011 soit venue retirer certains avantages que donnait la *Loi électorale* aux étudiants. Cependant, nous nous sommes également livrés à l'exercice de dresser le portrait global des possibilités qui s'offrent aux étudiants pouvant faciliter leur vote, pour finalement en arriver à la conclusion que certaines mesures, qui nous apparaissent complexes ou possiblement inefficaces, pourraient être ajustées afin d'atteindre plus facilement leur objectif. En effet, le vote hors-circonscription pourrait présenter certains avantages si le processus permettant son utilisation était simplifié et plus accessible. Il faudrait ainsi retirer l'obligation qu'à celui qui désire s'en prévaloir d'expliquer les motifs qui l'empêchent de voter la journée des élections et remplacer la déclaration sous serment par l'utilisation de pièces d'identité avec photo. Bien que le nombre de jours où il est possible de voter hors-circonscription soit un avantage, nous suggérons que des bureaux de vote hors-circonscription soient aménagés dans les Cégeps et Universités afin de réduire le plus possible les obstacles supplémentaires à l'exercice du droit de vote auxquels pourront être confrontés les étudiants. Il faut rappeler que de nombreux bureaux de vote dits itinérants sont déjà mis en place dans les résidences pour personnes âgées, notamment, sans que cela ne pose de défis insurmontables au Directeur général des élections du Québec.

Sans ces changements, nous craignons que les nouvelles règles ne créent une classe à part de votants et qu'il s'avère malheureusement plus complexe pour un étudiant d'exercer son droit de vote que cela puisse l'être pour tout autre citoyen québécois.

Nous recommandons que les étudiants qui le désirent changent leur domicile, s'ils répondent aux critères d'établissement d'un nouveau domicile, et qu'ils effectuent leur changement d'adresse le plus rapidement possible avant le déclenchement des élections. Pour ceux et celles pour qui il ne sera vraiment pas possible d'établir un nouveau domicile, il faudra alors utiliser le vote hors-circonscription, même si ce dernier peut s'avérer compliqué.

(S) MATHIEU HUCHETTE

M. Mathieu Huchette, stagiaire du Barreau

JURIPOP S.E.N.C.R.L.

Tel : 450-845-1637 poste 230

Cell : 514-991-2316

Fax : 450-845-1667

mhuchette@juripop.org

cc.:

Mme Éliane Laberge, présidente de la FECQ